

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

OPERATION - ANRU NOUVEAU MONS

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) Nom, adresses et point(s) de contact :

SEM VILLE RENOUVELEE agissant au nom et pour le compte de Lille Métropole Communauté Urbaine,
A l'attention de M. le Directeur Administratif et Financier Pascal ROJ,
75, rue de Tournai BP 40117, F - 59332 Tourcoing cedex,
Fax : 0320118800

Adresse(s) internet :

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

SEM Ville Renouvelée,
A l'attention de Mme Marie DELMAS Responsable d'opérations,
75, rue de Tournai, F - 59332 Tourcoing Cedex,
Tél : 0320118811, Fax : 0320118800

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus : Point(s) de contact susmentionné(s)

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées : Point(s) de contact susmentionné(s)

I.2) Type de pouvoir adjudicateur et activité(s) principale(s) : Autre

Autre : Société d'économie mixte.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : oui

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

II.1) Description

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : Travaux de VRD - ANRU Nouveau Mons

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation de services : Travaux

Exécution

Lieu principal d'exécution : Boulevard Napoléon 1er, 59370 Mons-en-Barœul

Code NUTS : FR301

II.1.3) L'avis implique : un marché public

II.1.4) Informations sur l'accord-cadre :

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat / des achats : Travaux de VRD sur le secteur Napoléon 1er à Mons-en-Barœul

II.1.6) Classification CPV (Vocabulaire Commun pour les marchés publics) : 45233140

II.1.7) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

II.1.8) Division en lots : Non

II.1.9) Des variantes seront prises en considération : Oui

II.2) Quantité ou étendue du marché

II.2.1) Quantité ou étendue globale :

La proposition de variantes est uniquement autorisée sur les structures de chaussée selon les normes communautaires à conditions strictement équivalentes (trafic,...) en dehors des structures réservoirs.

II.2.2) Options : Non

II.3) Durée du marché ou délai d'exécution

Durée du marché ou délai d'exécution :

22 mois (à compter de la date d'attribution du contrat)

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) Conditions relatives au contrat

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés :

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Délai global de paiement : 30 jours

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Une entreprise ou un groupement solidaire d'entreprises

III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :

III.2) Conditions de participation

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- DC4 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics)
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 43 du codes des marchés publics
- Le candidat devra produire la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Attestation d'assurance : l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et l'attestation d'assurance responsabilité civile décennale en cours de validité
- Un document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat

III.2.2) Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

III.2.3) Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats de qualifications professionnelles : Qualibat n° 1111 ou équivalent.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les travaux objet du marché

- Références de travaux similaires : présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant des travaux, la date et le destinataire public ou privé.
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

III.2.4) Marchés réservés : Non

SECTION IV : PROCEDURE

IV.1) Type de procédure

IV.1.1) Type de procédure : Ouverte

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer :

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue :

IV.2) Critères d'attribution

IV.2.1) Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés avec leur pondération :

- Valeur technique de l'offre : 40%
- Prix : 60%

IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée :

IV.3) Renseignements d'ordre administratif

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur :

OP 2361 - Travaux de VRD

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché : Non

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif

Documents payants : oui

Prix : 71 EUR

Conditions et mode de paiement :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Les candidats ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du DCE ainsi que l'avis d'appel public à concurrence via le site internet : <https://semvr.achatpublic.com>

Le dossier de consultation des entreprises est également disponible sur support papier.

Un exemplaire du dossier de consultation des entreprises est remis ou envoyé à chaque candidat sur support papier contre paiement des frais de reprographie d'un montant de 71 euros, par chèque libellé à l'ordre de SEM Ville Renouvelée.

Le dossier est à retirer sur place ou à demander par lettre ou télécopie, en temps utile auprès du mandataire, à l'adresse ci-dessous :

SEM Ville Renouvelée, 75 rue de Tournai BP 40117 - 59332 TOURCOING

FAX : 03 20 11 88 00 à l'attention de Madame Anne-Sophie CANLER

Heures d'ouverture des bureaux : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, hors jours fériés.

Le dossier pourra également être envoyé par courrier à la demande de l'entreprise contre remboursement des frais d'expédition soit : 11,20 euro(s).

Le dossier sera envoyé dans les 6 jours au plus tard de la demande.

La SEM Ville Renouvelée ne pourra être tenue pour responsable du délai d'acheminement du DCE par les services postaux.

Dans le cas d'une remise contre paiement des frais de reprographie, le dossier ne sera remis ou envoyé aux candidats qu'après réception par le mandataire du chèque de paiement.

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 27/09/2010 à 17 h 30

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : Français.

IV.3.7) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres)

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

VI.1) Il s'agit d'un marché à caractère périodique : Non

VI.2) Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : Non

VI.3) Autres informations :

La SEM Ville Renouvelée agit au nom et pour le compte de Lille Métropole Communauté Urbaine.

Le marché comporte une action d'insertion obligatoire

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché.

Les informations relatives à cette visite sont disponibles auprès de M. Jean-François Morel, agence MAGEO 03 20 52 59 82.

Les deux dates de visites proposées sont les suivantes : les 3 et 9 septembre 2010 (sur rendez-vous).

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Lille,
143, rue Jacquemars Giélée,
59 800 Lille,
Tél : 03 20 63 13 00
E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : 0320631347
URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/ta-cao/>

VI.4.2) Introduction des recours

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Lille,
143, rue Jacquemars Giélée,
59 800 Lille,
Tél : 03 20 63 13 00
E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : 03 20 63 13 47.
URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/ta-cao/>

VI.5) Date d'envoi du présent avis : 06 août 2010